

LES RÉPUBLICAINS ET NOUS

Umanità nova - 25 avril 1920

Rome, 20 avril.

Unissons-nous et nous vaincrons!

Nous, jeunes républicains, ne pouvons qu'être très heureux de la propagande véritablement révolutionnaire que fait l'Umanità Nova, mais il nous est pénible de constater quelle se contente de parler de socialisme et d'anarchie, comme s'il n'existait pas une autre doctrine, une autre force vive chez le peuple, qui englobe à la fois le socialisme et l'anarchie: le mazzinisme que Bovio définissait comme l'anarchie légalisée. Et je dis quelle englobe le socialisme et l'anarchie parce que nous voulons la république «non pas comme une fin en soi mais comme un moyen» pour atteindre petit à petit les idéaux humains les plus élevés, et donc le socialisme et l'anarchie.

Et pour compléter votre article du 18 de ce mois, orientons-nous, ce que nous disons nous, c'est que la terre ne sera jamais aux paysans, les usines aux ouvriers et les grandes entreprises d'État au peuple grâce à la seule action exclusive des socialistes qui font la Révolution au Parlement, ou des républicains qui ne se lassent pas de prêcher «l'éducation», ou des anarchistes qui placent leurs espoirs dans l'action individuelle: tout cela ne se fera que grâce à l'action collective et coordinatrice de tous ces bons éléments fondus ensemble et qui, les armes à la main, doivent aller vers le peuple et lui donner le gouvernement «qu'il veut».

Aujourd'hui, celui qui n'est pas pour cette fusion n'est pas non plus pour la Révolution.

T. ABUSSI

Nous avons toujours eu beaucoup de sympathie pour les républicains (quand ce ne sont pas des républicains du Roi ou des capitalistes, cela va sans dire), et particulièrement pour ceux qu'on appelle habituellement les mazziniens.

Hommes de foi et de courage, ils aspirent comme nous à cet idéal élevé: liberté, justice, nouvelle humanité; et ils sont prêts, nous le croyons, à lutter et à souffrir pour leur idéal.

A part leur Dieu, qui ne nous intéresse nullement, et à part leur patriotisme mystique qui, malgré leurs intentions, a fait d'eux des collaborateurs de la monarchie et des gros requins, il semblerait que les divergences entre eux et nous ne soient pas irréductibles. Nous ne sommes pas d'accord avec eux sur la meilleure façon de résoudre la question économique au plus grand bénéfice de tous (et, du reste, ils ne le sont pas entre eux). Eux sont individualistes, nous sommes communistes; mais comme il s'agit de solutions pratiques à apporter aux problèmes de la production et de la distribution, il serait facile de s'entendre sur un terrain commun: celui de la liberté et de l'égalité des conditions.

Mais, entre nous, il y a... la République.

Les républicains qui refusent dédaigneusement de reconnaître comme leurs les républiques bourgeoises et militaristes qui font si bien le bonheur de l'Europe et de l'Amérique, se paient de mots.

«Le mazzinisme que Bovio définissait comme l'anarchie légalisée». Bovio était un philosophe mais il n'en savait pas forcément pour autant ce qu'il voulait dire. A nous, qui sommes peu familier de la philosophie, il

nous semble que la loi, cela veut dire imposer la volonté de certains à celle des autres et que, par conséquent, parler d'anarchie légalisée, c'est jouer sur les mots, tout simplement.

«*Nous voulons la république non pas comme une fin en soi mais comme un moyen*». Mais qu'est-ce que la République? Si c'est, selon le langage courant, un Parlement (qu'il s'appelle ou non Constituante) élu au suffrage universel, où la majorité fait la loi et nomme le pouvoir exécutif, lequel à son tour organise la force pour faire respecter la loi, pourquoi diable le même moyen donnerait-il en Italie des résultats différents de ceux qu'il a toujours donnés, dans tous les pays du monde?

«*Le peuple doit avoir le gouvernement qu'il veut*». Mais le Peuple, c'est qui? La fraction quelconque qui, à travers le filtre électoral et les cabales parlementaires, arrive à avoir à l'assemblée législative le nombre de voix nécessaire pour faire approuver une loi?

La volonté du peuple formulée et appliquée par le moyen de la loi, c'est de la pure fiction.

Aujourd'hui le peuple, c'est-à-dire l'ensemble des hommes qui habitent un territoire donné, est divisé en différentes classes qui ont des intérêts et des sentiments opposés et dont l'antagonisme croît à mesure que se développe dans les classes dominées la conscience de l'injustice dont elles sont victimes. Et, en dépit du suffrage universel, la loi est toujours faite par les classes dominantes: elle est l'instrument de leur domination et de leur défense.

Abattez le gouvernement, proclamez la République, convoquez la Constituante: étant donné que la division en classes subsiste toujours - de même que le privilège des uns comme l'infériorité des autres - le gouvernement serait toujours aux mains des capitalistes et les lois républicaines seraient faites, tout comme celles de la monarchie, pour consolider le privilège et pour assujettir les travailleurs.

Si demain le privilège économique et politique était détruit, si tous s'élevaient à la condition d'hommes libres, intellectuellement et moralement développés, il n'y aurait pas davantage de volonté du peuple. Pour chaque problème il y aurait toujours mille opinions, mille volontés différentes qui s'harmoniseraient par esprit de fraternité et sous la pression des nécessités, ou qui coexisteraient et seraient librement appliquées par des groupes différents mais qui, en tout cas, ne devraient jamais être supprimées par la loi, autrement dit par la force, sous prétexte d'une volonté générale qui n'existe pas.

Si les républicains veulent réellement voir l'abolition du privilège et la naissance de la nouvelle civilisation qu'ils appellent de leurs vœux, ils doivent, avec tout le prolétariat conscient, abattre le gouvernement et procéder immédiatement à l'expropriation générale et à la réorganisation de la vie sociale par l'action directe des travailleurs, réalisant ainsi réellement l'égalité des conditions et la liberté pour tous.

Mais alors, à quoi pourraient bien servir encore la Constituante et la république?

Nous avons une telle confiance dans les sentiments profonds des républicains et tout particulièrement des mazziniens que nous n'hésitons pas à les inviter franchement à se joindre à nous.

Pour quelles raisons s'attardent-ils dans de vieilles conceptions contradictoires et n'embrassent-ils pas les idées des anarchistes ?

Leur croyance en Dieu? En fait, nous pensons que peu d'entre eux y croient encore sérieusement et, en tout cas, comme Dieu n'est jamais qu'un produit de la pensée humaine, il ne leur serait pas difficile de se forger une espèce de Dieu qui ne soit pas en contradiction avec la dignité et la liberté humaines. Et ainsi il n'y aurait plus d'obstacle.

Leur patriotisme? Mais n'y a-t-il pas eu chez eux un certain nombre de grands hommes qui ont dit que la patrie c'est le monde, et qui ont combattu dans l'intérêt de l'humanité tout entière et pas seulement pour l'Italie, qui n'est qu'une petite partie de l'humanité? Tous les arguments avancés en faveur du patriotisme national peuvent tout aussi bien servir à défendre le régionalisme et l'esprit de clocher: puisque les républicains ont dépassé ce genre de préjugés, pourquoi s'arrêtent-ils à la nation et n'en viennent-ils pas à l'*Internationale*, disons plutôt à l'humanité fraternelle?

Les républicains ont comme nous un sens aigu de la liberté; comme nous, ils veulent l'égalité qui est la justice et qui est la condition de la liberté; comme nous, ils veulent la révolution. Pourquoi parlent-ils encore d'une république, d'un gouvernement qui ne pourrait pas vivre sans l'aide des sbires; sans violer perpétuellement la liberté?

Qu'ils viennent avec nous. Nous leur tendons la main. Que les jeunes la prennent. Quant aux vieux, incapables d'évoluer, ils appartiennent au passé et nous les abandonnons à l'Histoire.

Errico MALATESTA.
